

Échos de la presse

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Bulletin pédagogique : organe de la Société fribourgeoise d'éducation et du Musée pédagogique**

Band (Jahr): **36 (1907)**

Heft 5

PDF erstellt am: **16.08.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

ÉCHOS DE LA PRESSE

Les lecteurs du *Bulletin pédagogique* se rappellent que la question si souventes fois débattue des travaux manuels à l'école primaire, question connexe à celle des apprentissages, a été discutée dans la dernière réunion générale du corps enseignant à Fribourg, en juillet 1906. Pour des raisons qu'il serait trop long et superflu de répéter ici, cet enseignement a été écarté du programme des écoles primaires de garçons.

En Belgique, s'il faut en croire un intéressant article paru dans l'*Ecole nationale*, on ne partage pas du tout notre manière de voir à ce sujet, car bon nombre d'écoles primaires urbaines, voire même rurales, sont entrées résolument dans cette voie, grâce au concours empressé des autorités municipales et au zèle infatigable des maîtres chargés de ces cours.

Voici, en quelques mots, l'organisation pratique de cet enseignement.

Une salle contiguë à la salle de classe sert d'atelier. Les élèves (ceux du cours supérieur) commencent par le travail de la menuiserie et apportent au début les vieux outils dont leurs parents sont possesseurs. Le subside communal aidant, le matériel nécessaire se complète assez rapidement. Puis, le maître et les élèves achètent à bon compte des caisses d'emballage dans des magasins de gros; ces caisses sont démontées avec soin. Ensuite, l'élève choisit, d'après l'objet qu'il désire construire, les planches qui lui conviennent, et, connaissant le prix total des caisses, évalue et paie. C'est, dit M. J. Sergysels, l'auteur de l'article dont nous extrayons ces lignes, de la coopération pratique, de la solidarité, de l'économie.

Même procédé pour la reliure : la percaline est achetée au mètre et le papier à la main pour avoir le prix du gros.

Le cours de travaux manuels est toujours mis en concordance avec un cours de dessin géométral. Les enfants prennent le croquis côté et le plan de l'objet qu'ils veulent fabriquer et travaillent d'après ce plan. Ils construisent l'objet qu'ils désirent et qui peut présenter de l'utilité pour eux ou pour leurs parents.

Suivent ensuite des cours de modelage au moyen de terre glaise ou d'argile apportée par les élèves eux-mêmes, des leçons pratiques de cartonnage dont la matière première peut également être fournie par les enfants. De cette façon, les finances communales ne souffrent pas trop. Nul doute que les travaux

manuels ainsi pratiqués à l'école primaire soient appelés à rendre de grands services au point de vue de la formation professionnelle du futur apprenti et artisan.



L'enseignement professionnel des couturières

(Suite.)

Cette décadence des métiers fait donc, sans conteste, courir à une perte certaine ! Nous arrivons par elle à une question brûlante, question toute d'actualité : au grand problème de la lutte pour la vie, du travail acharné pour le morceau de pain. Et la crise d'autant plus aiguë que, dans le monde des couturières, le travail est encore avili par des prix insensés par leur médiocrité, prix qui ne gagnent plus, dans bien des cas, la vie de la travailleuse, particulièrement celle de la campagne et cela malgré ses veilles, ses angoisses, chaque jour renouvelées. Voilà où nous avons abouti, Mesdames, en suivant les voies précédemment citées et personne, pendant longtemps, ne s'en est préoccupé. A l'heure actuelle, la décadence est si grande que l'importation étrangère, profitant de notre incapacité et de notre inertie professionnelles, a si bien envahi nos marchés, qu'elle introduit chez nous, annuellement, pour des 30 à 32 ½ millions de vêtements. Le canton de Fribourg en reçoit pour sa part pour 400 000 francs. C'est notre négligence de l'apprentissage du métier qui a favorisé et appelé une telle invasion ; il faudra bien des efforts pour la restreindre, pour la limiter, pour lui faire perdre du terrain. A nous d'occuper ce terrain et de nous y maintenir, si nous voulons conserver à notre pays, à nos corporations de métiers, à nos foyers, des sommes d'une telle importance.

A la vue de ces faits, bien des voix et dès longtemps se sont élevées pour présenter des remèdes capables d'améliorer la situation si triste et si grave dans laquelle, lentement, nous sommes tombés.

Beaucoup de penseurs, de philanthropes, de ces bienfaiteurs de la cause sociale, occupés sans cesse à chercher l'amélioration des conditions de vie de l'humanité, ont fait des écrits, provoqué des réunions et des discussions, se sont alliés avec les professionnels pour organiser des congrès et chercher l'amélioration et le relèvement de nos industries.

Saluons, en passant, de tout notre respect, de toute notre reconnaissance, tous ces hommes, toutes ces femmes dont nombreuse est la liste et qui, par leurs efforts persévérants et cons-